

[Texte]

so there was quite a large balance of redevelopment still to be completed. I guess in a sense the crown corporation did not complete the mandate originally set out for it. As you know, the proposal is to alter that mandate to simply provide for the sale of those remaining commercial assets and to complete this process providing of parks and streets and public spaces as originally contemplated in the plan.

Mr. Harb: Surely you see a role for the federal government in the area of culture, in the area of urban setting, especially when we talk about major centres. No one can turn around and say that it is not part of the mandate of the federal government to see an urban centre revitalized or to ensure a culture in an urban centre is taken of. You are telling me that if the federal government had given your corporation or the corporation you are involved in enough chance over the three years, the corporation would have been in much better financial shape than it is right now. It would in fact not only have met the original objectives, but perhaps would even have embarked on new initiatives.

Mr. Mills: Certainly that was the hope and expectation of the corporation, and certainly it was the board's vision of what Harbourfront would become. There were a lot of forces that came to bear. There is no simple answer. There clearly were local political issues related to the city and ultimately related to the federal government and the Province of Ontario. It is really a catch-all of issues at all levels. It was certainly a controversial one in terms of completing the Harbourfront plan. But based on the ultimate resolution of the land-use issues and the completion of the Harbourfront plan as now envisaged, it was the board's view that this provided a sufficient financial basis to complete their mandate in terms of the redevelopment and the opening up of the public spaces and to be able to continue with the public programs.

Mr. Harb: Obviously somebody is getting a really great business deal when the government decides to get rid of part of Harbourfront and hold on to the rest or pass part of it on to other levels of government. Everybody, from a community group to city council to business opinion leaders to former employees of that corporation, is saying that it might be a bad move to sell a jewel at the time it is on the verge of being self-sufficient; that it is a great investment in the future. Do not do it, they say. Is that not puzzling to an extent? I do not know.

Mr. McCreath: If it were true it might be.

Mr. Harb: It is puzzling.

Mr. Mills: I am not quite sure how to answer that. You have really answered it for yourself. I think Steven can speak more effectively on behalf of the board. As Steven indicated, the board was considerably dedicated and supportive and believed in the objectives and the vision of what this organization could accomplish. They obviously were unable to convince the government that the course they had put on the table would be an appropriate one; that it resolved issues

[Traduction]

p. 100, il en restait donc beaucoup à terminer. Dans un certain sens, je présume que la Société de la Couronne n'a pas respecté son mandat initial. Comme vous le savez, il est proposé de modifier ce mandat pour que le reste des actifs commerciaux soit vendu et pour que les parcs, les rues et les espaces publics soient terminés comme prévus à l'origine.

M. Harb: Vous êtes certainement d'accord pour que le gouvernement fédéral joue un rôle dans le domaine de la culture et de l'aménagement urbain, surtout dans les grands centres urbains. Personne ne peut faire volte-face et dire qu'il n'est pas du mandat du gouvernement fédéral de s'occuper du rajeunissement d'un centre urbain ni de la préservation des activités culturelles. Vous me dites que si le gouvernement fédéral avait donné une chance suffisante au cours des trois dernières années à la société que vous représentez, celle-ci serait maintenant dans une bien meilleure situation financière. Non seulement elle aurait respecté les objectifs initiaux, mais elle aurait sans doute pu prendre d'autres initiatives.

M. Mills: C'était effectivement ce que la société espérait et certainement ce à quoi s'attendait le conseil d'administration de Harbourfront. Plusieurs forces sont entrées en jeu. Il n'y a pas de réponse simple à cette question. Il y avait certainement des enjeux politiques locaux qui concernaient également le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario. La question est complexe à tous les niveaux. La mise en oeuvre du plan Harbourfront a certainement prêté à la controverse. Cependant, si l'on se fie à la résolution finale sur l'utilisation des sols et la mise en oeuvre du plan Harbourfront tel que convenu, le conseil d'administration estimait que les assises financières étaient suffisantes pour terminer le mandat de réaménagement et de mise en valeur des espaces publics et de poursuite des programmes publics.

M. Harb: Il est évident que quelqu'un bénéficie énormément du point de vue financier lorsque le gouvernement décide de se débarrasser d'une partie de Harbourfront et de garder le reste ou d'en transférer une partie à d'autres niveaux du gouvernement. Des groupes communautaires, le conseil municipal, les dirigeants d'entreprises et les anciens employés de la société s'accordent tous pour dire que ce serait une folie que de vendre au moment où on est sur le point de devenir auto-suffisant, d'autant plus qu'il s'agit d'un très bon investissement pour l'avenir. Ils préconisent de ne pas se débarrasser de cette société. N'est-ce pas un peu troublant?

M. McCreath: S'ils le disent, c'est sans doute vrai.

M. Harb: C'est assez troublant.

M. Mills: Je ne sais comment répondre à cette question. Vous y avez répondu vous-même. J'estime que Steven peut mieux parler que moi au nom du conseil d'administration. Comme il l'a indiqué, celui-ci déployait des efforts considérables et il croyait aux objectifs que pourraient atteindre cette société. Il est évident qu'il a été incapable de convaincre le gouvernement que le plan soumis était approprié, qu'il résolvait bien certains enjeux et qu'il prenait